

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.446/2/VR
DU 14 JUIN 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre et chambres réunies, saisi par le Président du Sénat, le 24 mars 2011, d'une demande d'avis sur une proposition de loi « visant à renforcer la démocratie et la crédibilité du politique après les élections » (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-512/1), après avoir examiné l'affaire en ses séances des 18 mai 2011 (deuxième chambre) et 14 juin 2011 (chambres réunies), a donné à cette dernière date l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.446/2/VR
VAN 14 JUNI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer en verenigde kamers, op 24 maart 2011 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, van advies te dienen over een wetsvoorstel “ter versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid na verkiezingen” (*Parl.St.* Senaat, 2010-2011, nr. 5-512/1), heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 18 mei 2011 (tweede kamer) en 14 juni 2011 (verenigde kamers), op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

I. Portée de la proposition

1. La proposition à l'examen tend à modifier la loi du 6 août 1931 'établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives' de manière à :

1°) présumer démissionnaire, de plein droit et de manière irréfutable, le membre de la Chambre des représentants ou du Sénat « déclaré élu » dans une autre assemblée législative ;

2°) présumer démissionnaire de plein droit ¹ le ministre ou le secrétaire d'état « déclaré élu » dans une assemblée législative des régions ou communautés.

2. Partant du constat que des députés, sénateurs, ministres et secrétaires d'État fédéraux ² se présentant aux élections d'une assemblée législative régionale ou communautaire ³ n'exercent pas toujours le mandat auquel ils sont, par hypothèse, ainsi élus, les développements de la proposition considèrent que

« celui ou celle qui est candidat sur une liste devra exercer effectivement son mandat en cas d'élection »

et en déduisent qu'il convient d'énoncer la règle selon laquelle

« [l]e candidat à un mandat électif qui exerce un mandat ou une fonction incompatible avec ce mandat est censé avoir démissionné de cette fonction ou de ce mandat » ⁴.

¹ Les mots « de plein droit » ne figurent pas dans la version française de l'article 6bis proposé de la loi précitée du 6 août 1931, contrairement aux mots « van rechtswege » dans la version néerlandaise. Celle-ci paraissant traduire l'intention des auteurs de la proposition, le texte français devrait être amendé en ce sens, les deux versions devant en toute hypothèse concorder.

² Ni le dispositif ni les développements de la proposition ne précisent que le champ d'application de l'article 6bis proposé par l'article 3 se limite aux ministres et aux secrétaires d'État fédéraux mais, vu son insertion dans la loi précitée du 6 août 1931, tel est le cas.

³ Le fait que la proposition ne concerne que l'élection au sein des assemblées régionales et communautaires et non l'élection du Parlement européen, ne ressort expressément que de l'article 3 de la proposition, applicable aux ministres et aux secrétaires d'État. S'agissant des députés et des sénateurs, il n'est pas certain, vu la qualification de « législative » donnée par l'article 6 proposé par l'article 2 à l'« autre assemblée » qui y est mentionnée et vu le rôle législatif du Parlement européen, que ce dernier soit exclu du champ d'application de la disposition. Afin d'éviter toute difficulté d'interprétation, les développements étant muets sur ce point, il serait préférable d'utiliser à l'article 2 la même formulation qu'à l'article 3, sous réserve des observations formulées dans le présent avis.

⁴ Il résulte du dispositif de la proposition que c'est en cas d'élection de l'intéressé que le titulaire du mandat ou de la fonction occupée au moment de la candidature « est censé [en] avoir démissionné ».

Il s'agit, toujours selon les développements de la proposition,

« d'accroître la transparence et d'éviter la confusion dans le chef de l'électeur ».

II. Observation préalable

3. Le présent avis se place dans la même hypothèse que celle dans laquelle se sont situés les auteurs de la proposition à l'examen, à savoir celle où les élections fédérales ne se déroulent pas à une date identique à celle des élections des Parlements communautaires et régionaux, voire des élections européennes.

Les éventuelles incidences sur le droit applicable en cas de simultanéité des élections ne sont pas examinées.

III. Observations générales

A. La situation du parlementaire candidat à l'élection d'une autre assemblée

(article 2 de la proposition - article 6 proposé de la loi précitée du 6 août 1931)

4.1. Ainsi qu'il vient d'être exposé, l'objectif principal poursuivi par la proposition à l'examen tend à encourager le parlementaire fédéral qui est candidat à une élection régionale ou communautaire, voire européenne, à siéger au sein de l'assemblée pour laquelle il se présentait et à « accroître la transparence et [...] éviter la confusion dans le chef de l'électeur ».

En ce qu'elle tend à dissuader les parlementaires candidats à un mandat au sein d'une autre assemblée et déclarés élus au sein de cette dernière à renoncer à ce mandat en s'abstenant de prêter serment à cet effet, la proposition de loi à l'examen contribue à la poursuite de cet objectif pour ce qui concerne l'élection au second mandat. Dans le système actuel, que critiquent les auteurs de la proposition à l'examen, la volonté de l'électeur reste néanmoins respectée en tant que son vote portait sur la liste sur laquelle figurait le candidat à la seconde élection puisque, par hypothèse, par l'effet de la non-prestation de serment de l'élu, ce sera un autre candidat de la même liste, y figurant comme suppléant, qui siégera à sa place.

En revanche, en tant qu'elle crée une automaticité dans la perte du premier mandat par le seul effet de la candidature de l'élu concerné suivie de sa « déclaration en qualité d'élu » dans une seconde assemblée, c'est la volonté de ses électeurs lors du scrutin pour la première assemblée, qui l'y a désigné comme parlementaire, qui est privée d'effet, à

tout le moins pour une partie de la législature et en ce qu'il concerne sa désignation nominale au sein de sa liste de candidatures. Ainsi que l'expose Y. Lejeune,

« [L]e recours aux suppléants est d'autant plus fréquent que les élections fédérales et régionales ne sont pas organisées simultanément alors que les mêmes formations politiques y participent. L'existence d'une réserve de suppléants favorise en effet les candidatures de parlementaires titulaires à des mandats vacants au sein d'autres assemblées législatives : ces parlementaires pourront, s'ils sont élus, être remplacés par des suppléants au sein de l'assemblée dont ils proviennent. La volonté des électeurs qui ont contribué par leurs votes nominatifs à l'élection de parlementaires déterminés au sein de la première assemblée est ainsi déjouée. [...] »⁵.

4.2. Il est admissible que, compte tenu de ces deux situations, le même objectif de respect du souhait de l'électeur en ce qui concerne le choix nominal des candidats privilégie l'encouragement donné par la proposition à l'examen aux candidats élus à siéger immédiatement dans l'assemblée dans laquelle ils ont été élus le plus récemment plutôt qu'à décourager ceux qui siègent depuis un certain temps au sein d'une assemblée et ont donc ainsi, pendant cette période, respecté le vœu de leurs premiers électeurs, à quitter celle-ci au profit d'une autre.

Il en va d'autant plus ainsi, dans un système ignorant en règle la simultanéité entre les élections fédérales et les élections des Parlements régionaux, communautaires et européen, que décourager des parlementaires à se porter candidats à une autre élection législative ou européenne porterait une atteinte substantielle au droit politique fondamental dans une démocratie représentative que constitue l'éligibilité et rendrait exagérément difficile la possibilité souhaitable pour les candidats à des fonctions de ne pas se limiter à les exercer à un seul niveau de pouvoir tout au long de leur carrière politique.

Il convient enfin d'observer que déjà dans le droit actuellement en vigueur un élu peut se porter candidat pour une autre assemblée et quitter la première lorsqu'il prête serment dans la seconde.

5. La « présomption de démission » du mandat de député ou de sénateur, que la proposition à l'examen tend à instaurer, crée en réalité une nouvelle cause de déchéance de ce mandat.

Ce n'est pas une nouvelle incompatibilité qui est ainsi créée.

⁵ Y. Lejeune, *Droit constitutionnel belge – Fondement et institutions*, Bruxelles, Larcier, 2010, n° 414, p. 326. Ces considérations valent aussi pour l'élection des membres belges du Parlement européen.

En effet, comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà exposé,

« [l']incompatibilité est traditionnellement définie comme l'interdiction faite au titulaire d'une fonction de cumuler celle-ci avec une ou plusieurs autres fonctions qui pourraient en compromettre l'exercice' ⁶ » ⁷.

Elle interdit à celui qui en est l'objet d'exercer en même temps deux fonctions – il s'agit alors d'une incompatibilité relative ⁸ – ou d'en être titulaire en même temps – il s'agit alors d'une incompatibilité absolue ⁹ –, ce qui implique qu'il ait le choix entre celles-ci ¹⁰.

Or, par l'automaticité de la perte du premier mandat que la proposition tend à prévoir, c'est précisément ce choix qu'en ce qui concerne les élus à un nouveau mandat parlementaire elle entend empêcher.

Il n'y aurait d'ailleurs aucune nécessité de légiférer pour créer des incompatibilités entre les différents mandats concernés, la législation actuelle prévoyant déjà l'existence de ces incompatibilités dès le moment où les mandataires susceptibles d'en être l'objet ont prêté serment dans la seconde assemblée ¹¹.

⁶ Note 1 de l'avis cité : J. Velu (avec la collaboration de Ph. Quertainmont et M. Leroy), *Droit public*, Tome Premier, *Le statut des Gouvernants*, Bruxelles, Bruylant, 1986, p. 485. Dans le même sens, K. Muylle, « Parlementaire en ministeriële onverenigbaarheden », in M. Van der Hulst e[t] L. Veny (dir.), *Parlementair Recht, commentaar & teksten*, 6^{de} toevoeging, Mys & Breesch, 1999, n° 3, p. A.3.5.-2.

⁷ Section de législation du Conseil d'État, avis 34.914/2 donné le 12 mars 2003 sur une proposition de décret de la Région wallonne 'instituant une incompatibilité entre le mandat de ministre de la Région wallonne et une candidature aux élections législatives ou européennes' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2002-2003, n° 470/2).

⁸ M. Elst et L. Van Looy, *Het Vlaams Parlement – Verkiezing en statuut van de Vlaamse volksvertegenwoordigers*, Malines, Kluwer, 2009, n° 599, p. 260.

⁹ M. Elst et L. Van Looy, *op. cit.*, n° 598, p. 260.

¹⁰ Section de législation du Conseil d'État, avis 34.914/2 donné le 12 mars 2003 sur une proposition de décret de la Région wallonne 'instituant une incompatibilité entre le mandat de ministre de la Région wallonne et une candidature aux élections législatives ou européennes' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2002-2003, n° 470/2) ; avis 35.175/3 donné le 31 mars 2003 sur une proposition de décret spécial de la Communauté flamande 'houdende wijziging van het bijzonder decreet van 26 juni 1995 houdende invoering van onverenigbaarheden met het mandaat van lid van de Vlaamse Raad' (*Doc. parl.*, Parl. fl., 2002-2003, n° 1547/2) ; avis 47.695/4 donné le 26 mai 2010 sur un avant-projet de décret spécial de la Région wallonne 'limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2010-2011, n° 247/1) ; J. Velu (avec la collaboration de Ph. Quertainmont et M. Leroy), *Droit public*, *op. cit.*, pp. 485 et 486 ; A. Alen (avec la collaboration de J. Clement, G. Van Haegendoren et J. Van Nieuwenhove), *Handboek van het Belgisch Staatsrecht*, Deurne, Kluwer, 1995, n° 179, p. 164 ; K. Muylle, *op. cit.*, n° 5, p. A.3.5.-3/4 ; M. Van der Hulst, *Het federale Parlement – Organisatie en werking*, Courtrai, UGA, 2010, n° 18, p. 29.

¹¹ Articles 49 et 119 de la Constitution, article 24bis, §§ 2, 1° et 2°, et 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', article 233 du Code électoral.

La section de législation du Conseil d'État a déjà eu l'occasion de préciser qu'une mesure comparable à celles faisant l'objet du présent examen, qui prévoit la perte d'un mandat parlementaire avant même qu'il soit question de devenir titulaire d'un autre mandat et qui, au contraire, tire de plein droit cette conséquence du seul fait d'être élu au sein de certaines assemblées législatives, doit être analysée non pas comme énonçant une cause d'incompatibilité mais une cause de déchéance du premier mandat, relevant de la compétence du législateur fédéral ¹².

6. Si c'est bien le législateur fédéral agissant à la majorité ordinaire qui est compétent pour régler les élections au sein de la Chambre des représentants et du Sénat et donc pour énoncer une nouvelle cause de déchéance des mandats au sein de ces assemblées, il résulte de ce qui précède que ce n'est pas au sein de la loi précitée du 6 août 1931 que la règle énoncée par l'article 2 de la proposition doit figurer mais bien au sein du Code électoral, qui organise la composition des assemblées fédérales et qui contient au demeurant déjà une règle comparable ¹³.

La proposition devrait être amendée en ce sens.

7. Conformément aux articles 118, § 1^{er}, 121, § 1^{er}, et 123, § 1^{er}, de la Constitution, la composition et le fonctionnement des parlements et gouvernements communautaires et régionaux, à l'exception de ceux de la Communauté germanophone, sont réglés par une loi spéciale.

Pour ce qui concerne la Communauté française, et la Région wallonne et la Communauté flamande, l'article 23, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' dispose ce qui suit :

« Les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, prévues par la loi, sont applicables *mutatis mutandis*, aux membres et anciens membres des Gouvernements de Communauté et de Région ainsi qu'aux membres et anciens membres des Parlements, en ce qui concerne les fonctions relevant de la Communauté ou de la Région ».

Cette disposition a été rendue applicable à la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 12, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' et à la Communauté germanophone par l'article 10 de la loi du 31 décembre 1983 'de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone'.

¹² Section de législation du Conseil d'État, avis 35.175/3 précité du 31 mars 2003.

¹³ Voir l'article 233, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code électoral.

Les développements de la proposition ne précisent pas si ses auteurs considèrent qu'en vertu de l'article 23, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée, les nouvelles dispositions trouveront également à s'appliquer aux parlementaires régionaux et communautaires.

Il vient toutefois d'être exposé, au n° 5, ci-avant, que la proposition ne crée pas une nouvelle cause d'incompatibilité. Elle ne comporte pas davantage une « interdiction ».

La disposition proposée, qui crée une cause de déchéance, ne s'appliquera donc qu'aux parlementaires fédéraux.

Des dispositions expresses, allant dans le même sens que celles faisant l'objet du présent examen, devraient être insérées dans les législations réglant les élections des autres assemblées parlementaires, à savoir :

- pour le Parlement wallon (et par voie de conséquence, partiellement, pour le Parlement de la Communauté française) et le Parlement flamand : dans la loi spéciale précitée du 8 août 1980, par une loi adoptée à la majorité spéciale ;
- pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (et par voie de conséquence, partiellement, pour le Parlement de la Communauté française, ainsi que pour les assemblées communautaires du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale) : dans la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, par une loi adoptée à la majorité spéciale ;
- pour le Parlement de la Communauté germanophone : dans la loi du 31 décembre 1983 'de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone' ou la loi du 6 juillet 1990 'régulant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone', en veillant toutefois au fait que le régime d'incompatibilité des parlementaires de la Communauté germanophone diffère de celui des parlementaires des autres parlements communautaires ou régionaux (il n'y a pas d'incompatibilité entre leur mandat et celui de parlementaire wallon ou de parlementaire européen, l'article 10*bis*, 1° et 2°, de la loi précitée du 31 décembre 1983 limitant l'incompatibilité avec celui de député fédéral ou de sénateur, à l'exception de celui de sénateur communautaire) ;
- pour le Parlement européen : dans la loi du 23 mars 1989 'relative à l'élection du Parlement européen', en tenant compte du fait que la seule disposition applicable aux incompatibilités des membres du Parlement de la Communauté germanophone, à savoir l'article 10*bis* de la loi précitée du 31 décembre 1983, ne contient pas d'incompatibilité entre cette qualité et celle de parlementaire européen.

8.1. A l'alinéa 1^{er} de l'article 6 proposé par l'article 2, le moment auquel la « présomption de démission » du premier mandat intervient est celui où l'intéressé est « déclaré élu ».

Il n'apparaît pas clairement de cette formulation si ce moment est celui où l'autorité électorale compétente – par exemple le président du bureau principal de circonscription électorale ou le bureau central provincial –, proclame publiquement le nom des élus, conformément, par exemple, aux articles 29*decies* et 29*undecies* de la loi spéciale précitée du 8 août 1980 ou s'il s'agit du moment où la nouvelle assemblée au sein de laquelle le candidat est élu procède à la vérification des pouvoirs de ce dernier.

Comme la proclamation du nom des élus par les autorités électorales peut être démentie par la décision finale de l'assemblée, compétente au titre de la vérification des pouvoirs des élus, il conviendrait de fixer le moment de prise de cours de la « présomption de démission » du premier mandat à celui où, s'agissant d'un effectif, son nouveau mandat est validé par l'assemblée compétente.

S'agissant du suppléant, pour les mêmes motifs, il ne pourrait être admissible que ce soit le moment de la proclamation de l'élection qui constituerait le moment de prise de cours de la « présomption de démission » de son premier mandat. Mais, compte tenu de la période pouvant être longue qui peut s'étendre entre l'élection d'un suppléant et son éventuelle prestation de serment pour achever le terme du parlementaire qu'il est appelé à remplacer, il ne serait pas davantage admissible de fixer ce moment à celui où, peu après l'élection, l'assemblée concernée procède à une première vérification des pouvoirs des élus. Pour les suppléants, ce moment devrait être celui où la vérification complémentaire des pouvoirs est opérée par la même assemblée lorsque l'intéressé est appelé à prêter serment.

8.2. Si l'intention du législateur consiste à ne pas rendre l'article 2 de la proposition applicable aux suppléants, l'objectif poursuivi par les auteurs de la proposition pourrait s'en trouver partiellement affecté, dès lors que les suppléants garderaient la possibilité de ne pas prêter serment dans la deuxième assemblée sans perdre leur premier mandat, notamment lorsque, peu de temps après la validation des pouvoirs des élus effectifs, ils sont invités à prêter serment à leur tour pour achever le mandat de l'un de ceux-ci.

8.3. L'ensemble de ces questions devraient être clarifiées dans le texte. Il est renvoyé sur ce point aux observations n^{os} 8 et 10 formulées dans l'avis 49.440/VR à 49.443/VR précité.

B. La situation du ministre ou du secrétaire d'État

(article 3 de la proposition - article 6bis proposé de la loi précitée du 6 août 1931)

9. Les articles 96, alinéa 1^{er}, et 104, alinéa 1^{er}, de la Constitution disposent ce qui suit :

« - Art. 96, al. 1^{er} : 'Le Roi nomme et révoque Ses ministres' ;

- Art. 104, al. 1^{er} : 'Le Roi nomme et révoque les secrétaires d'État fédéraux' ».

Outre l'application des règles constitutionnelles relatives à la responsabilité politique du Gouvernement, des ministres et des secrétaires d'État, ainsi que des règles relatives aux conditions de leur mise en œuvre, qui peuvent contraindre un ministre ou un secrétaire d'État à démissionner, seul le Roi peut en principe mettre un terme à ces fonctions.

Tel qu'il est rédigé, l'article 6bis proposé de la loi précitée du 6 août 1931, qui crée une présomption de démission, viole en conséquence les articles 96, alinéa 1^{er}, et 104, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

Tout au plus pourrait-il être prévu que le ministre ou le secrétaire d'État se trouvant dans la situation envisagée par l'article 6bis proposé est censé avoir présenté sa démission au Roi, le Chef de l'État gardant Ses prérogatives, moyennant le contreseing d'un autre ministre, Lui permettant de refuser cette démission.

10. Sous cette réserve, s'agissant de l'extension du dispositif envisagé aux ministres et secrétaires d'État des communautés et des régions, il est renvoyé, *mutatis mutandis*, à l'observation n° 7.

11. Sous la même réserve, pour ce qui concerne la fixation du moment auquel l'article 6bis proposé par l'article 3 fait s'enclencher la « présomption de démission » de la fonction gouvernementale, il est renvoyé à l'observation n° 8.

12. Il résulte de l'article 6bis de la loi précitée du 6 août 1931, proposé par l'article 3, que le ministre ou le secrétaire d'État qui est « déclaré élu » au Parlement européen mais qui n'y prête pas serment n'est pas « présumé avoir démissionné » de sa fonction.

Si l'intention du législateur consiste à concevoir la notion d'« autre assemblée législative » à l'article 6 de la loi précitée du 6 août 1931, proposé par l'article 2, comme

incluant le Parlement européen¹⁴, la déchéance prévue par cette dernière disposition s'appliquerait notamment aux ministres et secrétaires d'État fédéraux suspendus de l'exercice de leur mandat de parlementaire fédéral en exécution des articles 50 et 104, alinéa 4, de la Constitution et de l'article 1^{er}*bis* de la loi précitée du 6 août 1931 puisque le même article 6 proposé, en son alinéa 2, inclut expressément cette catégorie de parlementaire dans son champ d'application.

En conséquence, dans cette lecture de l'article 6 proposé, pour l'élection au Parlement européen, les membres du Gouvernement fédéral qui sont parlementaires fédéraux et qui tombent donc dans le régime de l'incompatibilité relative des articles 50 et 104, alinéa 4, de la Constitution et de l'article 1^{er}*bis* de la loi précitée du 6 août 1931 sont traités différemment de ceux qui n'ont pas cette qualité, les premiers étant présumés avoir démissionné, au contraire des seconds.

Cette différence de traitement devrait être justifiée au regard des principes d'égalité et de non-discrimination.

¹⁴ Il est renvoyé sur ce point à la note 3.

I. Strekking van het voorstel

1. Het voorliggende voorstel strekt ertoe de wet van 6 augustus 1931 'houdende de vaststelling van onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers' aldus te wijzigen dat:

1°) elk lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat dat “verkozen wordt verklaard” voor een andere wetgevende vergadering, van rechtswege en onweerlegbaar geacht wordt ontslag te hebben genomen in de Kamer of in de Senaat;

2°) elke minister of staatssecretaris die “verkozen wordt verklaard” voor een wetgevende vergadering van de gewesten of gemeenschappen, van rechtswege¹ geacht wordt uit zijn ambt ontslag te hebben genomen.

2. Uitgaande van de vaststelling dat volksvertegenwoordigers, senatoren, federale ministers en staatssecretarissen² die kandidaat zijn bij verkiezingen voor een wetgevende vergadering van een gewest of een gemeenschap³ het mandaat waarvoor ze per definitie aldus verkozen zijn niet altijd uitoefenen, staat in de toelichting bij het voorstel het volgende te lezen:

“een politicus die zich kandidaat stelt op een lijst, moet ook effectief zijn mandaat opnemen wanneer hij verkozen wordt”,

waaruit moet worden afgeleid dat als regel moet worden gesteld:

¹ De woorden “van rechtswege” in de Nederlandse lezing van het voorgestelde artikel 6*bis* van de voornoemde wet van 6 augustus 1931 worden niet weergegeven in de Franse lezing (“de plein droit”). Aangezien de Nederlandse lezing de bedoeling van de indieners van het voorstel lijkt weer te geven, moet de Franse lezing in die zin worden aangepast, met dien verstande dat de beide versies in ieder geval onderling moeten overeenstemmen.

² Noch het dispositief van het voorstel, noch de toelichting bij het voorstel preciseren dat de werkingssfeer van het bij artikel 3 voorgestelde artikel 6*bis* zich beperkt tot de federale ministers en staatssecretarissen, maar dit is wel degelijk het geval aangezien dit artikel wordt ingevoegd in de voornoemde wet van 6 augustus 1931.

³ Alleen uit artikel 3 van het voorstel, toepasselijk op ministers en staatssecretarissen, blijkt uitdrukkelijk dat het voorstel uitsluitend betrekking heeft op een verkiezing voor een wetgevende vergadering van een gewest of een gemeenschap, doch niet op een verkiezing voor het Europees Parlement. Wat de volksvertegenwoordigers en de senatoren betreft, is het, gelet op het feit dat in het bij artikel 2 voorgestelde artikel 6 gepreciseerd wordt dat de aldaar vermelde “andere vergadering” een “wetgevende” vergadering is, alsook gelet op de wetgevende taak van het Europees Parlement, niet zeker dat het Europees Parlement buiten de werkingssfeer van die bepaling valt. Teneinde ieder probleem van interpretatie te voorkomen, zou het verkieslijk zijn om, onder voorbehoud van de in dit advies gemaakte opmerkingen, in artikel 2 dezelfde formulering te gebruiken als in artikel 3, aangezien de toelichting daarvan met geen woord rept.

“Wie zich kandidaat stelt voor een verkozen mandaat, terwijl hij een met dit mandaat onverenigbaar mandaat of ambt vervult, wordt bij verkiezing geacht van rechtswege ontslag te hebben genomen uit dit onverenigbaar ambt of mandaat”⁴.

Nog steeds volgens de toelichting bij het voorstel komt het erop aan

“de transparantie te vergroten en de verwarring van de kiezer te vermijden”.

II. Voorafgaande opmerking

3. Zowel dit advies als de indieners van de voorliggende voorstellen gaan uit van dezelfde hypothese, namelijk dat de federale verkiezingen niet op eenzelfde datum plaatshebben als de verkiezingen voor de gemeenschaps- en gewestparlementen en de Europese verkiezingen.

Op de eventuele gevolgen voor het recht dat toepasselijk is in geval van samenvallende verkiezingen wordt niet ingegaan.

III. Algemene opmerkingen

A. Situatie van een parlements lid dat kandidaat is voor verkiezing voor een andere vergadering

(artikel 2 van het voorstel - voorgestelde artikel 6 van de voornoemde wet van 6 augustus 1931)

4.1. Zoals hierboven is uiteengezet, beoogt het voorliggende voorstel voornamelijk het federale parlements lid dat kandidaat is voor verkiezing voor een parlement van een gewest of een gemeenschap en eventueel het Europees Parlement, ertoe aan te zetten zitting te hebben in de vergadering waarvoor het zich kandidaat had gesteld, alsook “de transparantie te vergroten en de verwarring van de kiezer te vermijden”.

Doordat de voorliggende wetsvoorstellen ertoe strekken parlementsleden die kandidaat zijn voor een mandaat in een andere assemblee en daarin als titularis verkozen verklaard worden, af te raden van dat mandaat af te zien door daartoe niet de eed af te leggen, dragen ze bij tot het bereiken van dat doel wat de verkiezing voor het tweede mandaat betreft. In de huidige regeling, die door de indieners van de voorliggende voorstellen bekritiseerd wordt, wordt met de wil van de kiezer niettemin rekening gehouden voor zover zijn stem betrekking had op de lijst waarop de kandidaat voor de tweede verkiezing stond, aangezien het feit dat de gekozene de eed niet aflegt er hoe dan ook toe leidt dat een andere kandidaat

⁴ Uit het dispositief van het voorstel volgt dat de betrokkene “geacht [wordt] van rechtswege ontslag te hebben genomen” uit zijn mandaat of uit het ambt dat hij bij zijn kandidaatstelling bekleedde, indien hij verkozen wordt.

van dezelfde lijst, die daarop als kandidaat-opvolger voorkwam, in zijn plaats zitting zal hebben.

In zoverre de voorstellen een automatisch verlies van het eerste mandaat veroorzaken louter als gevolg van de kandidaatstelling gevolgd door de verkiezing van de betrokken gekozene in een tweede assemblee, wordt daarentegen een einde gemaakt aan de gevolgen van de wil van de kiezers bij de stemming voor de eerste assemblee, waardoor de gekozene er als parlamentslid werd aangewezen, op zijn minst voor een gedeelte van de zittingsperiode en wat zijn persoonlijke aanwijzing op de kandidatenlijst betreft. Zo betoogt Y. Lejeune:

“[l]e recours aux suppléants est d’autant plus fréquent que les élections fédérales et régionales ne sont pas organisés simultanément alors que les mêmes formations politiques y participent. L’existence d’une réserve de suppléants favorise en effet les candidatures de parlementaires titulaires à des mandats vacants au sein d’autres assemblées législatives : ces parlementaires pourront, s’ils sont élus, être remplacés par des suppléants au sein de l’assemblée dont ils proviennent. La volonté des électeurs qui ont contribué par leurs votes nominatifs à l’élection de parlementaires déterminés au sein de la première assemblée est ainsi déjouée. [...]”⁵.

4.2. Gelet op deze twee gevallen kan worden aanvaard dat de voorliggende voorstellen met hetzelfde oogmerk om de wens van de kiezer wat betreft de persoonlijke keuze van de kandidaten te eerbiedigen, de gekozen kandidaten aanmoedigen om onmiddellijk zitting te hebben in de assemblee waarin ze het kortst geleden zijn verkozen, veeleer dan de kandidaten die sinds langere tijd in een assemblee zitting hebben en aldus tijdens die periode de wens van hun kiezers hebben geëerbiedigd, te ontraden deze assemblee te verlaten voor een andere.

In een systeem dat in de regel geen samenvallende verkiezingen kent voor het federale parlement en de gemeenschaps- en gewestparlementen en het Europees Parlement geldt zulks des te meer daar het ontraden van parlamentsleden om zich kandidaat te stellen voor een andere wetgevende of Europese verkiezing wezenlijk zou raken aan het fundamentele politieke recht in een representatieve democratie dat de verkiesbaarheid is. De mogelijkheid van kandidaten voor een functie om niet gedurende heel hun politieke loopbaan functies op een enkel bevoegdheidsniveau uit te oefenen, zou daardoor zeer in het gedrang komen, terwijl die mogelijkheid niet wenselijk is.

Tot slot dient opgemerkt te worden dat een gekozene zich reeds krachtens het thans geldende recht kandidaat kan stellen voor een andere assemblee en, wanneer hij daar de eed aflegt, de eerste assemblee kan verlaten.

⁵Y. Lejeune, *Droit constitutionnel belge – Fondement et institutions*, Brussel, Larcier, 2010, nr. 414, p. 326. Deze overwegingen gelden eveneens voor de verkiezing van de Belgische leden van het Europees Parlement.

5. De “aanneمة van ontslag” uit het ambt van volksvertegenwoordiger of senator die het voorliggende voorstel beoogt in te voeren, voert in werkelijkheid een nieuwe grond van verval in van dat ambt.

Een nieuwe onverenigbaarheid wordt aldus niet gecreëerd.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in dit verband reeds het volgende opgemerkt:

“L'incompatibilité est traditionnellement définie comme ‘l'interdiction faite au titulaire d'une fonction de cumuler celle-ci avec une ou plusieurs autres fonctions qui pourraient en compromettre l'exercice’⁶.”⁷

Een onverenigbaarheid houdt in dat degene op wie ze betrekking heeft twee functies niet tegelijk mag uitoefenen – in welk geval het om een relatieve onverenigbaarheid gaat⁸ - of ze niet tegelijk mag bekleden – in welk geval het om een absolute onverenigbaarheid gaat⁹ -, wat impliceert dat aan de persoon in kwestie de keuze wordt gelaten tussen een van beide functies¹⁰.

Doordat het voorstel echter bepaalt dat van het eerste mandaat automatisch afstand wordt gedaan, belet het precies dat wie voor een nieuw parlementair mandaat is verkozen, die keuze kan maken.

Het is overigens totaal onnodig onverenigbaarheden tussen de onderscheiden mandaten in kwestie in te voeren bij wege van een nieuwe wet, daar de huidige wetgeving

⁶ Voetnoot 1 van het aangehaalde advies: J. Velu (met Ph. Quertainmont en M. Leroy), *Droit public, Tome Premier, Le statut des Gouvernants*, Brussel, Bruylant, 1986, 485. In dezelfde zin, K. Muylle, “Parlementaire en ministeriële onverenigbaarheden”, in M. Van der Hulst en L. Veny (eds.), *Parlementair Recht, commentaar & teksten, 6de toevoeging*, Mys & Breesch, 1999, nr. 3, p. A.3.5.-2.

⁷ Afdeling Wetgeving van de Raad van State, advies 34.914/2, gegeven op 12 maart 2003 over een voorstel van decreet van het Waals Gewest ‘instituant une incompatibilité entre le mandat de ministre de la Région wallonne et une candidature aux élections législatives ou européennes’ (*Parl.St. W.Parl.*, 2002-03, nr. 470/2).

⁸ M. Elst en L. Van Looy, *Het Vlaams Parlement – Verkiezing en statuut van de Vlaamse volksvertegenwoordigers*, Mechelen, KLUWER, 2009, nr. 599, p. 260.

⁹ M. Elst en L. Van Looy, *op. cit.*, nr. 598, p. 260.

¹⁰ Afdeling Wetgeving van de Raad van State, advies 34.914/2, gegeven op 12 maart 2003 over een voorstel van decreet van het Waals Gewest ‘instituant une incompatibilité entre le mandat de ministre de la Région wallonne et une candidature aux élections législatives ou européennes’ (*Parl.St. W.Parl.*, 2002-03, nr. 470/2); advies 35.175/3 gegeven op 31 maart 2003 over een voorstel van bijzonder decreet van de Vlaamse Gemeenschap ‘houdende wijziging van het bijzonder decreet van 26 juni 1995 houdende invoering van onverenigbaarheden met het mandaat van lid van de Vlaamse Raad’ (*Parl.St. Vl.Parl.*, 2002-03, nr. 1547/2); advies 47.695/4 gegeven op 26 mei 2010 over een voorontwerp van bijzonder decreet van het Waals Gewest ‘limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon’ (*Parl.St. W.Parl.*, 2010-11, nr. 247/1); J. Velu (met Ph. Quertainmont en M. Leroy), *Droit public, Tome Premier, Le statut des Gouvernants*, Brussel, Bruylant, 1986, 485 en 486; A. Alen (met J. Clement, G. Van Haegendoren en J. Van Nieuwenhove), *Handboek van het Belgisch Staatsrecht*, Deurne, Kluwer, 1995, nr. 179, p. 164; K. Muylle, “Parlementaire en ministeriële onverenigbaarheden”, in M. Van der Hulst en L. Veny (eds.), *Parlementair Recht, commentaar & teksten, 6de toevoeging*, Mys & Breesch, 1999, nr. 5, p. A.3.5.-3/4; M. Van der Hulst, *Het federale Parlement – Organisatie en werking*, Kortrijk, UGA, 2010, nr. 18, p. 29.

reeds onverenigbaarheden bevat die gelden zodra de verkozenen hun eed hebben afgelegd in de tweede vergadering¹¹.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft zich eerder reeds kunnen uitspreken over een maatregel die voorziet in het verlies van een parlementair mandaat nog voordat er sprake van is dat het parlementslid titularis wordt van een ander mandaat, en die daarentegen deze consequentie van rechtswege trekt uit het feit alleen van verkozen te zijn in bepaalde wetgevende assemblees. Daarbij heeft de afdeling Wetgeving betoogd dat deze maatregel, vergelijkbaar met de ter studie liggende maatregelen, niet als een grond voor onverenigbaarheid dient te worden beoordeeld maar als een grond voor vervallenverklaring van het eerste mandaat, wat tot de bevoegdheid van de federale wetgever behoort¹².

6. Weliswaar is de federale wetgever bij een gewone meerderheid bevoegd om verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers en voor de Senaat te regelen, en dus ook om een nieuwe grond van verval van mandaten binnen deze vergaderingen uit te vaardigen, maar uit het vorenstaande blijkt dat de regel vervat in artikel 2 van het voorstel niet dient te worden ingevoerd in de voornoemde wet van 6 augustus 1931, maar in het Kieswetboek, dat de samenstelling van de federale wetgevende vergaderingen regelt en dat voor het overige reeds een vergelijkbare bepaling bevat¹³.

Het voorstel moet in die zin worden aangepast.

7. Overeenkomstig de artikelen 118, § 1, 121, § 1, en 123, § 1, van de Grondwet worden de samenstelling en de werking van de parlementen en de regeringen van gemeenschappen en gewesten geregeld bij een bijzondere wet, uitgezonderd het Parlement en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 23, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' bepaalt het volgende met betrekking tot de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest:

“De onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en de gewezen leden van de Wetgevende Kamers, bepaald bij de wet, zijn van overeenkomstige toepassing op de Gemeenschaps- en Gewestministers, alsook op de leden en gewezen leden van de Parlementen, wat betreft de ambten die van de Gemeenschap of het Gewest afhangen”.

¹¹ Artikelen 49 en 119 van de Grondwet, artikel 24bis, §§ 2, 1° en 2°, en 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 233 van het Kieswetboek.

¹² Afdeling Wetgeving van de Raad van State, voornoemd advies 35.175/3 van 31 maart 2003.

¹³ Zie artikel 233, § 1, eerste lid, van het Kieswetboek.

Deze bepaling is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk verklaard bij artikel 12, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen', en op de Duitstalige Gemeenschap bij artikel 10 van de wet van 31 december 1983 'tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap'.

De toelichting bij het voorstel preciseert niet of de indieners ervan oordelen dat de nieuwe bepalingen krachtens artikel 23, eerste lid, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 eveneens toepasselijk zullen zijn op de leden van de parlementen van de gewesten en de gemeenschappen.

In punt 5 hierboven is evenwel uiteengezet dat het voorstel geen nieuwe grond van onverenigbaarheid doet ontstaan. Het voorstel bevat evenmin een “verbod”.

De voorgestelde bepaling, die een grond van verval invoert, zal dus uitsluitend van toepassing zijn op de federale parlementsleden.

Uitdrukkelijke bepalingen die in de lijn liggen van die welke thans worden onderzocht, dienen te worden ingevoegd in de wetten die de verkiezingen regelen van de overige parlementsvergaderingen, te weten:

- voor het Vlaams Parlement en het Waals Parlement (en bij wijze van gevolg gedeeltelijk voor het Parlement van de Franse Gemeenschap): in de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, bij een wet aangenomen met een bijzondere meerderheid;
- voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement (en bij wijze van gevolg gedeeltelijk voor het Parlement van de Franse Gemeenschap en de gemeenschapsvergaderingen van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement): in de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, bij een wet aangenomen met een bijzondere meerderheid;
- voor het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap: in de wet van 31 december 1983 'tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap' of de wet van 6 juli 1990 'tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen', waarbij evenwel ervoor gezorgd wordt dat de regeling inzake de onverenigbaarheden voor de parlementsleden van de Duitstalige Gemeenschap verschillend is van die van de leden van de overige gewest- of gemeenschapsparlementen (er bestaat geen onverenigbaarheid tussen hun mandaat en dat van lid van het Waals of het Europees Parlement, aangezien artikel 10*bis*, 1° en 2°, van de voornoemde wet van 31 december 1983 de onverenigbaarheid beperkt tot het mandaat van kamerlid of senator, met uitzondering van het mandaat van gemeenschapssenator);

- voor het Europees Parlement: in de wet van 23 maart 1989 'betreffende de verkiezing van het Europese Parlement', rekening houdend met het feit dat de enige bepaling toepasselijk op de onverenigbaarheden van de leden van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, te weten artikel 10bis van de voornoemde wet van 31 december 1983, geen onverenigbaarheid tussen deze hoedanigheid en die van lid van het Europees Parlement voorschrijft.

8.1. Het tijdstip waarop volgens het bij artikel 2 voorgestelde artikel 6, eerste lid, de “aanname van ontslag” uit het eerste mandaat ontstaat, is het moment waarop de betrokkene “verkozen wordt verklaard”.

Uit deze formulering blijkt niet duidelijk of dit tijdstip het moment is waarop de bevoegde kiesinstantie - bijvoorbeeld de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring of het provinciaal centraal bureau -, de namen van de gekozenen openbaar afkondigt, bijvoorbeeld overeenkomstig de artikelen 29*decies* en 29*undecies* van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, dan wel of dit het moment is waarop de nieuwe vergadering waarin de kandidaat gekozen is, diens geloofsbrieven onderzoekt.

Aangezien de afkondiging, door de kiesinstanties, van de namen van de gekozenen herroepen kan worden door de eindbeslissing van de vergadering, die bevoegd is in het kader van het onderzoek van de geloofsbrieven van de gekozenen, dient het tijdstip waarop de “aanname van ontslag” uit het eerste mandaat aanvangt, vastgesteld te worden op het moment waarop het nieuwe mandaat van het effectieve lid door de bevoegde vergadering geldig verklaard wordt.

Om dezelfde redenen zou het onaanvaardbaar zijn dat het tijdstip waarop wordt afgekondigd dat een plaatsvervanger verkozen is, het moment zou zijn waarop de “aanname van ontslag” uit diens eerste mandaat zou ingaan. Gelet op het feit dat mogelijk een lange tijdspanne kan voorbijgaan tussen het tijdstip waarop de plaatsvervanger verkozen is en het tijdstip van zijn eventuele eedaflegging teneinde de ambtstermijn te beëindigen van het parlementslid dat hij moet vervangen, zou het echter evenmin aanvaardbaar zijn te bepalen dat dit tijdstip het moment is waarop de betreffende vergadering korte tijd na de verkiezing de geloofsbrieven van de gekozenen een eerste maal onderzoekt. Voor de plaatsvervangers zou dit tijdstip het moment moeten zijn waarop diezelfde vergadering een aanvullend onderzoek wijdt aan de geloofsbrieven wanneer de betrokkene gevraagd wordt zijn eed af te leggen.

8.2. Indien het de bedoeling van de wetgever is om artikel 2 van het voorstel niet toepasselijk te verklaren op de plaatsvervangers, is het mogelijk dat aldus gedeeltelijk voorbijgegaan wordt aan het doel dat de indieners van het voorstel nastreven, daar de plaatsvervangers de mogelijkheid behouden in de tweede vergadering geen eed af te leggen

zonder dat ze van hun eerste mandaat afstand moeten doen, inzonderheid wanneer ze korte tijd nadat de geloofsbrieven van de effectieve leden geldig zijn verklaard, verzocht worden op hun beurt de eed af te leggen om het mandaat van een van hen te beëindigen.

8.3. Al deze punten moeten in de tekst worden verduidelijkt. In dit verband wordt verwezen naar de opmerkingen 8 en 10 in het voornoemde advies 49.440/VR tot 49.443/VR.

B. Situatie van de minister of van de staatssecretaris

(artikel 3 van het voorstel - voorgestelde artikel 6bis van de voornoemde wet van 6 augustus 1931)

9. Artikel 96, eerste lid, van de Grondwet bepaalt:

“De Koning benoemt en ontslaat zijn ministers”.

Artikel 104, eerste lid, van de Grondwet bepaalt:

“De Koning benoemt en ontslaat de federale staatssecretarissen”.

Benevens de toepassing van de grondwettelijke regels met betrekking tot de politieke verantwoordelijkheid van de regering, de ministers en de staatssecretarissen, alsmede van de regels inzake de voorwaarden voor de uitvoering ervan, welke een minister of staatssecretaris ertoe kunnen dwingen af te treden, kan in beginsel alleen de Koning een eind maken aan de uitoefening van hun ambt.

Bijgevolg is het voorgestelde artikel 6bis van de voornoemde wet van 6 augustus 1931, dat voorziet in een “aanneming van ontslag”, in zijn huidige lezing in strijd met de artikelen 96, eerste lid, en 104, eerste lid, van de Grondwet.

Hoogstens kan worden voorgeschreven dat de minister of staatssecretaris die zich bevindt in de situatie omschreven in het voorgestelde artikel 6bis, geacht wordt zijn ontslag te hebben ingediend bij de Koning, met dien verstande dat het Staatshoofd Zijn prerogatief om dat ontslag te weigeren behoudt, mits een andere minister die beslissing medeondertekent.

10. Onder dat voorbehoud wordt met betrekking tot de uitbreiding van het voorgenomen dispositief tot de ministers en de staatssecretarissen van gemeenschappen en gewesten, *mutatis mutandis* verwezen naar opmerking 7.

11. Onder datzelfde voorbehoud wordt met betrekking tot de vaststelling van het tijdstip waarop het bij artikel 3 voorgestelde artikel 6*bis* de “aannee van ontslag” uit het regeringsambt doet ingaan, verwezen naar opmerking 8.

12. Uit artikel 6*bis* van de voornoemde wet van 6 augustus 1931, voorgesteld bij artikel 3, volgt dat de minister of de staatssecretaris die “verkozen wordt verklaard” voor het Europees Parlement, maar die er de eed niet aflegt, niet “wordt [...] geacht uit zijn ambt ontslag te hebben genomen”.

Indien het de bedoeling van de wetgever is om het begrip “andere wetgevende vergadering” in artikel 6 van de voornoemde wet van 6 augustus 1931, zoals het wordt voorgesteld bij artikel 2, aldus op te vatten dat het Europees Parlement mede daaronder wordt begrepen¹⁴, zou het bij deze laatste bepaling voorgeschreven verval onder meer toepasselijk zijn op de federale ministers en staatssecretarissen die ophouden hun mandaat van federaal parlements lid uit te oefenen ter uitvoering van de artikelen 50 en 104, vierde lid, van de Grondwet en van artikel 1*bis* van de voornoemde wet van 6 augustus 1931, daar deze categorie van parlementsleden volgens datzelfde voorgestelde artikel 6, tweede lid, uitdrukkelijk begrepen is in de werkingssfeer ervan.

Bijgevolg worden volgens deze lezing van het voorgestelde artikel 6 voor de verkiezing voor het Europees Parlement de leden van de federale regering die de hoedanigheid van federaal parlements lid hebben en dus vallen binnen de regeling van relatieve onverenigbaarheid voorgeschreven bij de artikelen 50 en 104, vierde lid, van de Grondwet en artikel 1*bis* van de voornoemde wet van 6 augustus 1931, anders behandeld dan diegenen die deze hoedanigheid niet hebben, met dien verstande dat de eerstgenoemden geacht worden ontslag te hebben genomen, in tegenstelling tot de laatstgenoemden.

Dit verschil in behandeling moet worden verantwoord in het licht van het gelijkheidsbeginsel en van het beginsel van non-discriminatie.

¹⁴ In dat verband wordt verwezen naar voetnoot 3.

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

Mesdames P. VANDERNOOT,
de Dames M. BAGUET,

A.-C. VAN GEERSDAELE,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'État,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. R. WIMMER, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
Heer R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de Heer
P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

Les chambres réunies étaient composées
comme suit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,
J. VAN NIEUWENHOVE,

Mesdames
De Dames

A.-C. VAN GEERSDAELE,
G. VERBERCKMOES,

De verenigde kamers waren samengesteld
uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'État,
staatsraden,

greffiers,
griffiers.

Les rapports ont été présentés par
MM. W. PAS, premier auditeur et
R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
M. P. VANDERNOOT.

De verslagen werden uitgebracht
door de Heren W. PAS, eerste auditeur en
R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
Heer P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS